

L'industrialisation du bois divise les Morvandiaux

Des collectifs du Morvan dénoncent les coupes rases de feuillus au profit des pins Douglas, plus rentables

REPORTAGE

BRASSY (NIÈVRE) - envoyée spéciale

Racines à l'air, des grosses souches d'arbres et des entassements de branches cassées parsèment le terrain mis à nu par des engins mécaniques. Au lieu-dit Le Paradis, non loin de Brassy, dans la Nièvre, la coupe rase a ouvert l'horizon sur les douces collines vertes bourguignonnes. Le paysage résume bien les enjeux qui opposent les exploitants forestiers à ceux qui, au nom de la défense de la nature, sont de plus en plus remontés contre l'industrialisation du secteur du bois dans le massif du Morvan. D'un côté de la parcelle se dressent encore des feuillus : chênes, hêtres, charmes, mêlés aux bouleaux, châtaigniers, houx ; de l'autre, des pins Douglas alignés en rangs serrés forment un rideau compact. L'ancien chemin qui menait là est défoncé. Du petit muret qui le longeait ne restent plus que des pierres éparpillées dans les ornières.

«L'agriculteur l'a explosé pour planter une rangée de plus de sapins de Noël, soupire Nicolas Henry, dit Grand Nico. Notre objectif à nous est de sauvegarder la biodiversité et lutter contre l'enrésinement du Morvan!» Il ouvre la marche à travers les bois qu'un groupement forestier de plus de deux cents sociétaires, Le Chat sauvage, acquiert hectare par hectare depuis quatre ans. Certains d'entre eux lui emboîtent le pas : un forestier de l'Office national des forêts (ONF) à la retraite, un ancien militaire, une adhérente d'association environnementale, un conseiller municipal d'une commune voisine. «On devrait atteindre une centaine d'hectares cet été, puis vendre en 2021 nos premiers arbres via un futur circuit court, précise Régis Lindeperg, coadministrateur du Chat sauvage et coordinateur de SOS Forêts, un collectif d'associations. Nous en abattons quelques-uns arrivés à maturité, sans toucher les autres autour afin de préserver l'écosystème. Une forêt bien gérée se régénère. Pas besoin d'y planter de nouvelles espèces.»

En redescendant, des moteurs de tronçonneuses résonnent au loin. Trois énormes camions se succèdent sur la petite route, chargés à l'extrême de troncs en grumes ou en tronçons de deux mètres. Une très grande partie des arbres morvandiaux partent en fumée, sous forme de granulés de chauffage et de pellets pour alimenter les centrales thermiques. En mars 2019, l'Etat et les élus de Bourgogne-Franche-Comté ont adopté un contrat régional forêt-bois qui fait



Coupe rase d'une forêt de feuillus, le 3 juin, près de Brassy, dans la Nièvre. JEAN-LUC LUYSSSEN POUR « LE MONDE »

du Morvan une région prioritaire pour la fourniture de résineux, avec l'aval du ministère de l'agriculture. Cette spécialisation s'est esquissée dès les années 1960, et, subventions aidant, le massif est aujourd'hui peuplé de résineux à plus de 50 %, au détriment des feuillus. La monoculture intensive de Douglas ou d'épicéas permet de récolter au bout de trente ou quarante ans, au lieu de cent vingt ans au moins pour le chêne.

L'acceptation sociale s'émousse chez les randonneurs, cueilleurs de champignons, chasseurs... Les habitants sont les premiers à indiquer l'emplacement des parcelles les plus impressionnantes, propriétés d'investisseurs institutionnels : banques, sociétés d'assurances... Les coupes à blanc qui dégarnissent des collines entières sur plusieurs centaines d'hectares échappent au regard derrière une rideau de feuillus épargnés en bordure de route. L'érosion en ravine les pentes, entraîne la mince couche d'humus forestier et laisse apparaître roche et sable.

Sol abîmé

Grand Nico et Régis Lindeperg sont deux anciens de la lutte contre l'implantation d'une scierie géante dans la Nièvre, couplée à une centrale thermique et à une usine de pellets, Erscia, qui a fédéré les opposants à l'industrialisation de la production de bois. Le projet a été stoppé par le Conseil d'Etat en 2013 et son promoteur a connu depuis de sérieux démêlés avec la justice belge.

« Notre objectif à nous est de sauvegarder la biodiversité »

NICOLAS HENRY
militant du Chat sauvage

«L'engin le plus redouté ici, c'est l'abatteuse Hannibal 50, comme 50 tonnes, avec son bras de 15 mètres. Un nom pareil, ça fait peur, hein?», lance Régis Lindeperg. Parfois le sol est tellement abîmé qu'ils doivent mettre de l'engrais avant de planter. Dans les années 1970, c'était pire : ils nettoyaient les terrains au napalm en hélicoptère!»

L'espèce en vogue était alors l'épicéa. Attaqués par le scolyte, un insecte pathogène qui a prospéré dans les monocultures, les épicéas dépérissent et leurs cimes desséchées dessinent des taches rousses dans le vert morvandiau.

Début juin, il y a de l'animation à Brassy. SOS Forêt Bourgogne et Canopée, une association membre des Amis de la Terre, ont accroché des banderoles contre les coupes rases sur des commerces du

village. Une trentaine de militants sont aussi allés brandir des affiches à l'usine de granulés Biosyl de Cosne-sur-Loire (Nièvre). Sylvain Angerand, fondateur de Canopée, dénonce l'absurdité de détruire les stocks de carbone des forêts anciennes alors que s'avance la crise climatique. Le 17 novembre, 550 personnes de tous âges avaient dessiné de leurs corps un grand « STOP! » sur un terrain coupé à blanc par Unisylva.

« Sur ce sujet, on est dans l'émotionnel. Visuellement, les paysages changent, voilà tout, argumente le directeur général d'Unisylva, Gilles de Boncourt. Une parcelle plantée d'arbres du même âge, c'est ce qu'il y a de plus rationnel. On en enlève progressivement, et, à la fin, on coupe tout. Certaines associations disent que cela nuit à la biodiversité, je n'ai eu aucune étude scientifique qui le confirme. C'est une autre biodiversité qui s'installe. Derrière leurs thèses, il y a des ambitions politiques! » D'ailleurs, selon M. de Boncourt, les techniques ont bien progressé depuis les années 1990 : une buse protège désormais les ruisseaux lors du franchissement des engins.

Le rôle d'Unisylva n'est pas seulement de vendre du bois-énergie, la coopérative élabore aussi un diagnostic, propose une stratégie d'exploitation à ses adhérents. « Nous accompagnons

12 200 propriétaires qui possèdent de 1 000 à 5 000 hectares, rapporte son directeur. Comme pour les terres agricoles, la valeur de la forêt repose sur le sol ; elle ne vient pas des arbres, mais de leur récolte. »

« L'opinion est avec nous »

Eloge de la rentabilité du côté de la filière bois contre défense des piverts, pics noirs, lynx, renards, insectes, pipistrelles et amphibiens : à chacun sa vision, irréconciliable, d'une gestion durable de la forêt. Si les terrains dénudés se couvrent certes pendant un temps d'une nouvelle vie – fougères, ronces, digitales –, en grandissant, les jeunes Douglas éliminent la faune du sous-bois dans leur ombre. Selon le parc naturel régional du Morvan, 39 espèces d'oiseaux et de chauves-souris dépendantes des peuplements de feuillus sont menacées, ainsi que 28 plantes rares. Les hêtraies montagnardes, situées au-dessus de 700 mètres d'altitude, ont régressé de 80 % à cause de l'enrésinement.

Du côté d'Autun (Saône-et-Loire), une autre structure comme celle du Chat sauvage gère près de 300 hectares : le Groupement forestier pour la sauvegarde des feuillus du Morvan, créé en 2003. Lucienne Haese en est la vice-présidente. Le 5 juin, à la maison du parc naturel, à Saint-Bris-

LES CHIFFRES

26 MILLIONS

C'est en nombre d'hectares le territoire que couvrent les forêts françaises, dont 8 millions rien qu'en Guyane. Composées à 70% de feuillus, elles s'étendent sur 31% de la métropole.

3,5 MILLIONS

C'est l'ensemble des propriétaires qui se partagent les trois quarts des parcelles, exploitées ou non, de dimensions très variables en France, où le bois représente 42% des énergies renouvelables.

38%

Telle est la superficie occupée par le couvert forestier dans l'Union européenne, soit environ 215 millions d'hectares, dont près de 112 millions de forêts de conifères en 2015.

son (Nièvre), à l'occasion d'une conférence de presse – où les gardarmes ont tenu à contrôler les présents, journalistes y compris –, la militante historique, 79 ans ce jour-là, ne mâche pas ses mots. « En trente ans, j'en ai vu et des réunions, et des chartes... Tout est resté lettre morte sur le terrain, lance-t-elle. Je n'arrive pas à croire qu'ils veuillent faire de nos forêts des usines à bois! La protection de l'eau et de la biodiversité sont des biens communs, leur préservation doit être inscrite dans la loi! »

Le président du parc naturel du Morvan, Sylvain Mathieu (divers gauche), constate à son tour : « L'opinion est avec nous, c'est évident. Notre richesse, ce sont nos paysages qui attirent les touristes et de nouveaux habitants, mais le logiciel de l'administration dit toujours qu'il nous faut produire du bois pour la France », regrette l'élu, qui est aussi vice-président de la région, chargé précisément de la filière bois et de la forêt. Depuis des années, le parc naturel demande à pouvoir donner un avis consultatif sur les plans de gestion sylvicole et cherche à lutter contre les coupes rases de plus d'un demi-hectare dans le massif. Pour l'instant, l'Etat ne lui a pas permis d'inscrire cette possibilité dans sa charte sur le point d'être renouvelée pour la période 2020-2035. ■

MARTINE VALO

L'exploitation des forêts européennes s'est intensifiée depuis 2016

Une étude montre une augmentation « abrupte » de la récolte du bois dans l'Union européenne, sans égard pour ce puits de carbone

Les Européens comptent sur elles pour maintenir la qualité de leur environnement, leur biodiversité et atteindre les objectifs de l'accord de Paris sur le climat. Les forêts constituent un important puits de carbone qu'elles stockent dans les arbres, des branches aux racines, ainsi que dans le sol. Mais, selon une étude du Centre commun de recherche (CCR) de la Commission européenne basé à Ispra, en Italie, publiée mercredi 1^{er} juillet par Nature, les Etats membres se sont mis à les exploiter avec une ardeur redoublée depuis 2016, éclaircissant le couvert forestier ou l'entaillant de coupes rases.

Selon leurs analyses de données satellitaires, la superficie des aires boisées exploitées a augmenté de 49 % par an en moyenne en 2016-2018 par rapport à 2011-2015, ce qui

représente une perte annuelle de biomasse de bois de 69 % pour les forêts de l'UE. Cette différence s'explique par des plantations sylvicoles plus denses qu'auparavant. La saignée, qui survient après une période de stabilité de 2004 à 2015, ne correspond pas à un regain massif d'arbres arrivés à maturité, mais bien à un boom des marchés,

Au rythme actuel, les forêts européennes ne seront bientôt plus en mesure d'atténuer le changement climatique

avidés de bois pour nourrir les réseaux de chauffage et les centrales électriques, tandis que la demande est aussi à la hausse dans la construction, l'emballage, la pâte à papier, voire la chimie verte.

L'intensification est particulièrement marquée dans les pays qui ont des activités économiques en rapport avec la forêt. C'est vrai en Suède et en Finlande – qui contribuent à plus de la moitié de l'augmentation totale à elles deux –, mais aussi en Pologne, en Espagne, en France, en Lettonie, au Portugal et en Estonie qui comptent pour 30 %. Seuls les Pays-Bas, la Belgique, l'Allemagne et le Danemark échappent à cette tendance. Et la taille moyenne des parcelles enflé de plus de 44 % dans 21 Etats membres, « avec des effets potentiels sur la biodiversité, l'érosion des sols et la régulation de l'eau », pré-

cisent les auteurs. Les forêts de feuillus sont très touchées.

« Nous, qui travaillons pour un nouvel observatoire européen sur les déforestations mondiales, avons été surpris par le changement abrupt dans les récoltes de l'UE à partir de 2016, passé inaperçu », note Guido Ceccherini, chercheur du CCR qui a conduit l'étude. Celle-ci exclut les déforestations dues aux feux (les statistiques de l'UE en recensent + 210 % en 2016-2018) et aux tempêtes.

Résultats sous-estimés

La méthodologie employée permet de repérer les coupes rases et la nette dégradation de forêts, mais pas de prendre en compte les arbres prélevés de façon sélective ni les plantations sylvicoles récoltées en moins de dix ans. Aussi les résultats sont-ils probablement

sous-estimés. Ces vingt-cinq dernières années, les forêts européennes ont absorbé environ 10 % des émissions de gaz à effet de serre de l'UE, les récoltes étant inférieures à la pousse des arbres. Mais, au rythme actuel, elles ne seront bientôt plus en mesure d'atténuer le changement climatique, estiment les rapporteurs.

Une autre étude, française, souligne ce paradoxe de vouloir stocker plus de CO₂ grâce aux arbres, tout en développant fortement les récoltes de bois. Ainsi la stratégie nationale bas carbone, qui vise la neutralité carbone à l'horizon 2050, envisage d'augmenter les récoltes de 72 % d'ici là, de 48 millions de m³ en 2015 à 83 millions de m³ en 2050. Les prélèvements seraient même bien supérieurs car ces données ne comprennent que les troncs, pas les branches.

Selon deux ingénieurs forestiers, Sylvain Angerand, fondateur de Canopée, et l'agronome Gaëtan du Bus de Warnaffe, qui ont produit ce rapport début 2020, un scénario aussi intensif conduirait à se priver du stockage par l'écosystème d'au moins 140 tonnes de CO₂ par hectare et par an en moyenne par rapport à une forêt qui ne subirait aucune coupe.

« Aujourd'hui, près de 80 % des arbres français ont moins de 100 ans, assure Sylvain Angerand. Les laisser vieillir serait une réponse efficace au changement climatique. La stratégie du gouvernement va à l'exact inverse. » Le rapport propose de laisser un quart de la forêt évoluer librement et de limiter les coupes rases aux cas de sécheresse ou d'attaques de pathogènes. ■

M. V.